

d'aller visiter la Galerie nationale et d'examiner les tableaux commémoratifs de la guerre et autres peintures qui s'y trouvent; ils ne le regretteront pas. Depuis la création du bureau d'administration de la Galerie nationale, en 1907, les crédits votés par le Parlement se sont élevés à un total de \$550,000. Déduction faite des dépenses et des frais d'entretien, on n'a consacré que \$450,000 œuvres d'art. La collection est évaluée au bas mot à un million ou un million et demi de piastres, et, d'après les gens compétents en la matière, c'est une des plus belles collections du continent. Les administrateurs ont fait observer qu'ils pouvaient se procurer en ce moment en Angleterre, de très belles œuvres à un prix très raisonnable.

M. COOTE: J'ai visité la Galerie nationale et j'y ai vu de très belles peintures. Je crois que la collection que nous avons là est suffisante pour l'instant. On ne devrait pas augmenter le crédit et je suis surpris de voir que le ministre des Finances y a consenti. Je sais avec quelle vigueur il défend l'économie et, quand on nous voit taxer les vêtements et autres objets de première nécessité afin de prélever les deniers nécessaires à l'administration, je ne crois pas qu'il soit juste de voter \$50,000 de plus pour l'achat de tableaux. Il est fort agréable de contempler des tableaux, mais ils ne protègent pas du froid et ne remplissent pas l'estomac. Je propose donc une réduction de \$50,000 dans ce crédit.

M. CAMPBELL: Est-ce que ces messieurs vont en Europe acheter des tableaux? Qui les achète?

L'hon. J. H. KING: Les administrateurs donnent leurs services gratuitement. Ils ne se sont jamais, que je sache, fait payer leurs voyages en Europe.

L'hon. M. MARCIL: Qui sont-ils?

L'hon. J. H. KING: Sir Edmund Walker, de Toronto, président; le docteur F. J. Shepherd, de Montréal; J. Auguste Richard, de Montréal; Newton McTavish, de Toronto, et Warren Soper, d'Ottawa.

Le très hon. M. MEIGHEN: Si ma mémoire est fidèle, il s'agit de l'ancienne subvention.

L'hon. J. H. KING: Oui.

Le très hon. M. MEIGHEN: En quelle année l'a-t-on diminuée?

L'hon. J. H. KING: En 1915-1916, à \$75,000

Le très hon. M. MEIGHEN: Et ensuite à \$50,000?

L'hon. J. H. KING: Oui.

L'hon. M. MARCIL: Ces achats ne sont pas restreints à l'Europe? N'en achète-t-on pas aussi en Canada?

L'hon. J. H. KING: Oui. Les administrateurs s'efforcent d'encourager l'art canadien. Le musée contient beaucoup d'œuvres d'artistes canadiens.

L'hon. M. FIELDING: Au budget figurent de nombreux crédits qui pourraient faire l'objet des critiques de mon honorable ami (M. Coote). Il y a beaucoup de choses dont nous pourrions dire: Elles ne remplissent pas l'estomac des gens et ne les réchauffent pas. Mais, après tout, l'encouragement donné aux beaux-arts est justifiable, et je ne crois pas que cette somme soit extravagante. Nous ne devons pas être insensibles, mais nous ne voulons pas être privés d'art, et je crois que le subside projeté devrait se recommander à la Chambre, d'autant plus qu'il s'agit simplement de le maintenir. Ne soyons pas trop matérialistes, ayons au moins un peu d'admiration pour les beaux-arts. Si nous ne savons pas les apprécier autant que nous le devrions, compensons nos incompétences en réalisant quelque chose pour ceux qui les savent apprécier. Je ne suis pas connaisseur en matière d'art, mais je ne puis approuver la compression de ce crédit pour le simple motif qu'il ne nous réchauffe pas et ne nous nourrit pas.

M. COOTE: Un mot à l'appui de l'amendement que j'ai proposé. Je n'aurais formulé aucune objection si le crédit avait été maintenu à son chiffre de l'an dernier: \$50,000. Je ne suis pas opposé aux beaux-arts. Comme je viens de le faire observer, j'ai visité le Musée national, j'y ai vu de très beaux tableaux que j'ai admirés avec le plus grand plaisir, mais je suis d'avis que nous pouvons trouver beaucoup de plaisir à admirer les tableaux qui se trouvent déjà au Musée et ceux que nous pourrions acheter avec \$50,000. A mon sens, le comité ne devrait pas dépasser ce chiffre, surtout quand nous voyons le ministre des Finances nous prêcher constamment l'économie.

M. MILLAR: En dépit des remarques de l'honorable ministre des Finances et sauf le respect que j'éprouve pour lui et pour le ministre dont nous votons les crédits, je favorise fortement l'amendement proposé. Je ne puis m'imaginer qu'un député de la Chambre puisse traverser les centaines de milles des provinces des prairies, rencontrer les difficultés dans lesquelles se trouvent beaucoup de nos cultivateurs qui doivent transporter leur grain sur des distances de seize, dix-sept et vingt milles, voir les enfants mal habillés parce que